

M. Baker (Grenville-Carleton): Si le gouvernement réfléchit à son programme d'indemnisation, s'il songe à un prix unique pour tous les Canadiens, et s'il croit que c'est là un problème national, et je suis certain que c'en est un ou bien il n'en aurait pas été question dans le budget du ministre des Finances qui est un document national, dans ce cas je ne crois pas que cette taxe inflationniste, discriminatoire et rétrograde aurait dû être imposée pour atteindre cet objectif national. En somme, nous appuyons le programme d'indemnisation, mais nous refusons...

Des voix: Oh, oh!

M. Baker (Grenville-Carleton): Nous refusons au ministre la satisfaction de pouvoir dire qu'il est normal d'accabler une petite partie des travailleurs canadiens.

Une voix: Que feriez-vous?

M. Baker (Grenville-Carleton): C'est la situation dans laquelle nous nous trouvons avec cette mesure.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Comment le financiez-vous, Walter? En majorant les impôts?

M. Baker (Grenville-Carleton): Le ministre hurle «en majorant les impôts». J'aimerais bien que lui ou l'un de ses bons amis dise à la Chambre combien cela coûterait.

Une voix: Ces chiffres ont été produits.

M. Baker (Grenville-Carleton): Combien cela va-t-il coûter? Combien bien cela coûtera-t-il à chaque personne?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Le ministre invoque-t-il le Règlement?

M. Turner (Ottawa-Carleton): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le député vole haut ce soir, mais il aurait dû lire le discours que j'ai fait quand j'ai présenté le bill à l'étude, parce que toutes ces questions y sont examinées en détail et sont consignées au hansard.

M. Baker (Grenville-Carleton): Le ministre mord à l'hameçon, mais il n'est même pas un bon poisson; tout au plus un vairon. En fait, j'ai lu et relu son discours, et nulle part il ne dit combien cela va coûter.

M. Turner (Ottawa-Carleton): C'était dans le discours.

M. Baldwin: Il ne l'a même pas dit au Cabinet.

M. Baker (Grenville-Carleton): Quand il a déposé ce projet de loi, le ministre a dit que c'était une mesure de conservation. Il a dit que les Canadiens seraient soudainement forcés de changer leurs habitudes de vie et leur mode de transport à cause de cette taxe de 10c. Il a dit que nous serions incités, poussés à recourir aux modes de transport public.

Si le ministre en était vraiment persuadé, ne croyez-vous pas, monsieur l'Orateur, qu'il aurait eu suffisamment d'honnêteté vis-à-vis de la Chambre, dans l'application de ce budget, pour ne pas avoir fait marche arrière sur le plan

Taxe d'accise—Loi

de la conservation, comme il l'a fait quelques jours plus tard pendant la période des questions? Il aurait dû nous dire qu'il tient à nous voir emprunter les transports en commun. Le ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Danson) l'a affirmé partout au pays. On parle beaucoup, mais on agit peu.

Une voix: Surtout pendant la dernière campagne électorale.

M. Baker (Grenville-Carleton): Oui, surtout pendant la dernière campagne électorale. On nous a alors promis un chemin de fer allant jusqu'à la lune. Si le ministre en est persuadé, pourquoi n'a-t-il pas avoué pour le compte du gouvernement, dans son exposé budgétaire, que la pagaille règne dans les transports? Pourquoi n'a-t-il pas admis que cette taxe vise les travailleurs du Canada, ceux qui transportent les touristes, ce contribuable enfin qui est maintenant si taxé qu'il n'a pas de transport privé ni non plus de bons transports en commun? Pourquoi n'a-t-il pas dit honnêtement à la population canadienne que nous avons l'intention d'intervenir en faveur des transports en commun?

Des voix: Bravo!

M. Baker (Grenville-Carleton): Je ne tiens pas à parler au ministre de choses qui le dépassent.

Des voix: Oh, oh!

M. Baker (Grenville-Carleton): Je veux lui parler d'une formule qu'il va comprendre. Pour l'examen du fond de ce bill, je voudrais que le ministre pense à ceux qui avaient toujours habité dans les villes parce que c'était commode et raisonnablement peu coûteux mais qui ont dû les quitter par l'effet des politiques du gouvernement, qui ont fait monter le prix des terrains, les intérêts, le coût de la viabilisation, dont devrait pourtant se préoccuper avant tout le gouvernement.

Que voyons-nous au Canada actuellement? Nous avons été témoins de l'exode de ces gens qui ont quitté les grandes villes pour s'installer dans de petites localités et les banlieues. Nous avons été témoins de l'accroissement au Canada à cause de l'absence d'un réseau valable de transport interurbain, de notre dépendance des voitures, des motocyclettes et même des bicyclettes, lorsqu'on croit pouvoir se hasarder dans la circulation. Nous comptons davantage sur ces moyens de transport, faute d'autres moyens.

J'ai dit que je voulais confiner le ministre dans un domaine où il pourrait me suivre, parce que j'avais l'intention de parler de la région de la capitale nationale qu'il connaît bien. Il n'a qu'à regarder pour se rendre compte de la situation dans la région de la capitale nationale. Il lui suffit de voir ce qui se passe à Orléans, dans sa propre circonscription; à Kemptville et à Manotick dans ma circonscription, de même qu'à Almonte qui se trouve dans la circonscription du député de Lanark-Renfrew-Carleton (M. Dick). Le ministre peut même regarder ce qui se passe dans la circonscription du député de Gatineau (M. Clermont) ou dans celle du whip du gouvernement, et il verra le résultat des échecs d'un gouvernement qui n'a pas réussi à juguler l'inflation et à résoudre nos problèmes urbains.